

Liste unilatérale des ÉTATS-UNIS viole des droits, souligne L'ONU

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

Les restrictions supplémentaires et les sanctions unilatérales découlant de la désignation par les États-Unis de Cuba comme parrain du terrorisme ont un effet dissuasif et devraient être abrogées.

Cette conclusion, parmi d'autres, n'émane pas de la presse cubaine mais d'experts des Nations unies.

Cinq d'entre eux ont récemment exhorté Washington à revoir son ordre interne, car il déclenche des sanctions à l'encontre des États figurant sur la liste.

La liste unilatérale comprend Cuba, la République populaire démocratique de Corée, l'Iran et la Syrie, qui font l'objet de sanctions et d'autres contraintes supplémentaires en plus de celles qui leur sont appliquées.

Cuba souffre d'une réduction des investissements étrangers et de la fermeture de ses banques.

Car, comme le soulignent les experts de l'ONU dans un document percutant, la désignation unilatérale de pays qui, selon Washington, soutiennent le terrorisme, viole le droit international et les prérogatives des peuples en tant que citoyens.

Parmi ces droits, soulignent les spécialistes de l'organisation mondiale, figurent l'alimentation, la santé, l'éducation, le développement et le droit à la vie.

En effet, les Cubains subissent actuellement une détérioration de leur niveau de vie, avant tout à cause du blocus américain.

En 2021, le président de l'époque, Donald Trump, a ajouté à ses effets néfastes en réincorporant Cuba sur la liste des pays qui, selon lui, favorisent le terrorisme.

Cette décision était un clin d'œil aux extrémistes de Miami et pulvérisait une démarche antérieure de l'ancien chef d'État Barack Obama, qui avait retiré Cuba de cette compilation arbitraire.

Washington piétine ainsi le principe de l'égalité souveraine des États, l'interdiction d'intervenir dans leurs affaires intérieures et le postulat du règlement pacifique des différends internationaux, ont souligné les experts de l'ONU.

L'un des arguments de M. Trump était le rejet par La Havane de la demande de la Colombie d'extrader des membres de la guérilla de l'Armée de libération nationale participant aux pourparlers de paix.

L'actuelle administration américaine a ignoré l'appel du président colombien Gustavo Petro à retirer Cuba de la liste des pays qui, selon les États-Unis, protègent le terrorisme.

Cuba, bien que souffrant de l'adversité pour avoir été incluse dans la relation de répudiation, réaffirme son soutien aux pourparlers de paix en Colombie.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/347068-liste-unilaterale-des-etats-unis-viole-des-droits-souligne-lonu>



Radio Habana Cuba